



**SAPOA: LA DELEGATION CONTRA EXIGE - MAIS NE PEUT DECIDER .**

Les conversations de Sapoa ont buté sur la question du modus opérandi dans les zones de regroupement. La tactique générale de la Contra a été d'inclure des points non prévus par les accords de Sapoa signés le 23 mars et de poser des exigences qui les dénaturent. Le vote de l'aide "humanitaire" à la Contra a fait son effet. La prochaine réunion, au plus haut niveau, est prévue, à ce jour, pour le 15 avril.

**LE TERRORISME D'ETAT COMME NORME DU DROIT INTERNATIONAL .**

Malgré les gigantesques pressions exercées contre le Panama, la Maison Blanche n'a pas obtenu les résultats escomptés. C'est sans doute pourquoi elle s'invente un nouveau prétexte pour augmenter son ingérence - rien moins que l'arrivée au Panama de 1'200 "marxistes" - et propose, en violation du droit international, un plan pour enlever le général Noriega.

**CENTS PRETEXTES ET UN OBJECTIF**

Tout le monde n'a pas intérêt à ce que la paix arrive. La Contra a posé des exigences contraires à ce qu'elle a pourtant signé le 23 mars à Sapoa. En particulier, elle veut faire une manifestation à travers Managua. S'agit-il de trouver à cette occasion de nouveaux prétextes pour que l'accord n'aboutisse pas?.

**LE NICARAGUA EST LA PREUVE DE LA GEOPOLITIQUE QUE DIEU DANS LE PROCESSUS DE LIBERATION". UN ENTRETIEN AVEC MRG. CASALDALIGA .**

L'évêque brésilien Pedro Casaldaliga a fait une nouvelle visite au Nicaragua. Comme chrétien mais aussi comme poète, il dénonce sans relâche les effets de l'impérialisme, l'exploitation et la souffrance des hommes. C'est pourquoi il est attentif au processus engagé par la révolution sandiniste.

**AIDE "HUMANITAIRE": LE CYNISME ET L'INSULTE**

L'aide humanitaire à la Contra votée par le Congrès va à l'encontre des accords d'Esquipulas et de ceux de Sapoa. Mais il y a plus: une petite partie, 8 millions de dollars, est destinée aux orphelins et mutilés de guerre. Ce n'est pas cher payé pour 50'000 victimes et des milliards de dégâts matériels.

**"NOTRE REVOLUTION APPARTIENT A TOUTE L'AMERIQUE LATINE" .**

**ENTREVUE AVEC VICTOR TIRADO.**

La dimension latino-américaine de la révolution sandiniste et le véritable contenu du pluralisme politique sont les principaux sujets évoqués par Victor Tirado, commandant de la révolution et membre de la Direction nationale du FSLN, dans l'entrevue qu'il a accordée à l'ANN.

**EN BREF**

- NOUVELLES SESSIONS DU DIALOGUE NATIONAL
- Sième REUNION DE LA COMMISSION EXECUTIVE D'ESQUIPULAS : DES RESULTATS ENCOURAGEANTS
- LA CIDH COMMENCE LA REVISION DES DOSSIERS DES EX-GARDES SOMOZISTES
- VISITE DU PRESIDENT DU MOZAMBIQUE

60 p 11481

## SAPOA: LA DELEGATION CONTRA EXIGE - MAIS NE PEUT DECIDER

par Arqueles Morales.

Managua, (ANN). Bien que les conversations entre les délégations techniques du gouvernement nicaraguayen et de la Contra à Sapoa aient permis des avancées importantes, elles se trouvent cependant pratiquement paralysées aujourd'hui, 8 avril, car aucun accord n'est intervenu sur le modus opérandi dans les zones où la Contra devrait se regrouper.

Les deux délégations ont convenu de sept zones de regroupement, deux au nord, deux au centre, deux sur la Côte atlantique et une au sud, d'une superficie totale de 21'000 km carrés. Mais il y a eu plu-sieurs problèmes. Tout d'abord, la délégation technique de la Contra, composée de chefs militaires, n'avait pas la capacité de décision et devait consulter sans arrêt la direction à Miami.

Cependant, la délégation du gouvernement s'est déclarée disposée à travailler sans interruption jusqu'à l'obtention d'un accord.

Mais la Contra voulait fixer une autre réunion. C'est pourquoi la délégation nicaraguayenne a décidé d'inscrire la discussion sur le modus opérandi comme premier point de l'ordre du jour de la réunion au plus haut niveau qui devrait commencer le 15 avril à Managua.

L'autre problème, plus grave, est ce que le président Ortega a appelé "les tactiques dilatoires": la méthode de la Contra consiste à inclure dans les proposition et contre-propositions des aspects qui ne sont pas prévus dans les accords de Sapoa signés le 23 mars. Par exemple, les chefs militaires contras exigent maintenant de pouvoir rester sans limite de temps dans les zones de regroupement sur le territoire nicaraguayen et, petit détail, de "remplacer périodiquement les armes, les munitions et le matériel de guerre" pendant cette période illimitée, ce qui reviendrait à créer une deuxième armée au Nicaragua, c'est à dire un deuxième pouvoir, et à convertir ces zones en territoire contrôlé par la Contra.

Le président Ortega a rappelé publiquement que les accords d'Esquipulas signés par les cinq présidents centra-méricains, dans le cadre desquels ont lieu ces discussions, ne prévoient absolument pas le maintien des forces irrégulières armées et soutenues par le gouvernement des Etats-Unis. Au contraire, ils appellent à un cessez-le-feu, qui doit être immédiatement suivi d'une démobilisation, de l'abandon des armes et du retour des combattants à la vie civile, avec les droits et les devoirs que ce statut implique.

De son côté, le major général Joaquin Cuadra, vice-ministre de la défense et chef de la délégation nicaraguayenne qui négocie à Sapoa, a mis en évidence que les

exigences de la Contra sont préjudiciables à la souveraineté du Nicaragua et sont étrangères à l'esprit d'Esquipulas et à l'accord auquel on était parvenu à Sapoa le 23 mars.

Il est clair, pour les observateurs, que le vote par le Congrès étatsunien, le 30 mars dernier, d'une "aide humanitaire" à la Contra, au moment où celle-ci était dans la situation militaire la pire qu'elle ait connue depuis sa création, n'aide en rien à établir un climat de paix. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les exigences de la Contra qui a repoussé au 15 avril la réunion au plus haut niveau qui avait été fixée au 6 et qui veut profiter de sa présence à Managua pour réaliser toute une série d'activités politiques, comme s'il s'agissait de la visite d'un chef d'Etat étranger: elle veut par exemple se réunir avec des diplomates, des partis politiques, organiser des meetings, des réunions. Le président Ortega a précisé, dans une lettre adressé le 5 avril à Adolfo Calero, que les contras ont dénaturé complètement le contenu et l'esprit des accords en prétendant qu'on leur offre des facilités "comme s'il s'agissait d'une délégation officielle du Congrès des Etats-Unis".

Quand on analyse la situation, deux choses sautent aux yeux. D'abord, avec l'argent des Etats-Unis à portée de la main, les chefs contras sont séduits par la possibilité de prolonger une guerre qu'ils ont perdue sur le terrain. Ensuite, le vote même de cet aide indique que la Maison Blanche n'a pas la volonté de soutenir les négociations, mais au contraire veut les mener dans l'impasse.

Faisant référence à ces deux éléments, qui pèsent sur la situation présente et pèseront tout autant sur la réunion du 15 avril, le président Ortega a averti: "Nous, nous voulons la paix. Mais s'ils nous imposent de continuer la guerre, nous nous lancerons dans une offensive totale pour en terminer une bonne fois pour toutes avec les mercenaires".

## CENTS PRETEXTES ET UN OBJECTIF

par Roberto Garcia

Managua, (ANN). La communauté internationale a observé avec une grande préoccupation les exigences byzantines que les groupes contras ont essayé d'imposer au gouvernement nicaraguayen afin de torpiller le processus de paix engagé par celui-ci dans le cadre des accords d'Esquipulas II.

Ces prétextes qui font référence au logement et à ce que la Contra appelle "ses besoins de liberté, sécurité et libre circulation" manquent de tout fondement et probablement sont le produit des pressions exercées par le gouvernement de Reagan et par certains groupes contre-révolutionnaires qui ont fait de la guerre une affaire en or à Miami. En ce qui concerne les récriminations sur le

logement, la dirigeante contra Azucena Ferrey, en a donné la raison la plus importante: l'hôtel où se tiendra la réunion "est près de l'aéroport", mettant en évidence que la Contra a déjà fait ses propres réservations dans un hôtel plus central de Managua.

En même temps qu'ils demandent qu'on garantisse leur sécurité, les dirigeants contras veulent faire une grande manifestation à travers la capitale sans avoir encore signé le cessez-le-feu, face à une population qui a vu mourir maints parents à cause de l'agression de l'armée somoziste d'autrefois, dont les survivants sont maintenant les cadres politiques et militaires des forces contre-révolutionnaires qui mènent la guerre pour le compte des Etats-Unis. Dans ce sens-là, la manifestation politique que veut organiser la Coordination démocratique nicaraguayenne pour accueillir les membres de la Contra, alors que les blessures sont encore ouvertes et sanglantes, ne contribue pas au développement des conversations car elle encourage l'affrontement et va offrir d'autres prétextes pour ne pas signer la paix.

Tout indique que le retard imposé par la Contra au déroulement du processus de paix a eu pour but de préparer avec les groupes de l'extrême-droite les conditions pour entraver les conversations. Cette attitude va à l'encontre de l'appel fait par le cardinal Obando lui-même, à la veille de la réunion de Sapoá, qui demandait d'éviter les situations de nature à créer des obstacles à la signature de la paix.

En tout cas, les exigences de la Contra sont contraires aux articles 6 et 7 des accords signés à Sapoá le 23 mars, qui garantissent tous les droits politiques aux groupes contras après la signature du cessez-le-feu dans les termes concertés lors des accords d'Esquipulas.

La contre-révolution a agi avec une certaine indépendance en se rendant à Sapoá et en s'engageant à poursuivre le processus du cessez-le-feu, attitude qui est due à sa défaite militaire, à l'impossibilité d'obtenir davantage d'aide du Congrès et à son isolement international. Pourtant, on ne peut sous-estimer l'influence sur la Contra de l'obstination de Reagan à continuer la guerre.

On peut s'attendre à ce que dans la suite du processus engagé à Sapoá, surgissent une série de difficultés pour empêcher sa conclusion. Le gouvernement nicaraguayen continue à appliquer la logique implacable de la lettre et de l'esprit des accords d'Esquipulas et de Sapoá. Les Etats-Unis, au contraire, mettent en avant des arguments sans aucune validité, qui violent toujours la légitimité de ces documents. Leur attitude est dangereuse. Il n'y a qu'une solution: qu'ils respectent l'ordre juridique international et la volonté des parties qui sont concernées par la paix au Nicaragua.

## AIDE "HUMANITAIRE" : LE CYNISME ET L'INSULTE

par Arqueles Morales.

Managua, (ANN). Alors que le gouvernement nicaraguayen faisait des efforts pour maintenir les conversations avec la Contra à Sapoá, le Congrès étatsunien a voté une "aide humanitaire" de 48 millions de dollars à ses mercenaires.

Comme l'a signalé immédiatement le président Ortega et comme l'a réaffirmé plus tard le ministre de la défense Humberto Ortega, cette aide est l'expression évidente de l'ingérence des Etats-Unis en Amérique centrale, ainsi que de la volonté de R. Reagan de résoudre par la guerre ce qu'il appelle "le problème nicaraguayen". L'attribution de ces 48 millions de dollars est une violation patente de l'esprit et de la lettre d'Esquipulas et des accords de Sapoá. En effet, elle comporte du matériel de communication, qui appartient à la logistique. De plus, elle va être distribuée par l'Agence internationale pour le développement, organisme gouvernemental étatsunien, qui n'a rien de neutre. Enfin, elle va transiter par le Honduras.

Mais elle a un aspect plus insultant et plus grotesque: 8 millions de dollars sont destinés explicitement aux orphelins et mutilés de guerre.

Les calculs les plus prudents indiquent qu'en près de huit ans d'agression la Maison Blanche a investi quelque 500 millions de fonds publics pour raser les villages, assassiner les civils, détruire l'infrastructure et commettre toutes sortes de crimes par le biais des "paladins de la liberté". D'autres estimations, qui tiennent compte des fonds secrets canalisés par la CIA, le Pentagone et d'autres organismes, évaluent l'investissement à environ un milliard de dollars. Et tout à coup, l'homme qui n'a pas hésité à dépenser l'argent du contribuable étatsunien pour mener une agression injuste contre un petit pays s'apitoie sur le sort des victimes d'une guerre qu'il a lui-même déclenchée et essaie, avec 8 millions de dollars, de blanchir sa politique caractérisée par l'abus, l'usurpation de pouvoir et l'intervention dans les affaires internes d'un autre pays.

Est-ce que par hasard R. Reagan aurait des remords de conscience ? Est-ce que, d'aventure, les faucons qui discutent au Congrès l'attribution de fonds pour une guerre de toute évidence illégale éprouvent de la honte pour les crimes qu'ils ont patronnés ?

Ici, à Ayapal, se trouvent les cadavres de près de 100 enfants assassinés. Ici se trouvent des milliers d'enfants de Jinotega, de Matagalpa et d'ailleurs privés de la protection et de la tendresse de leurs parents. Ils ont été tués par ceux que R. Reagan n'hésite pas à appeler "mes frères".

Stupeur, indignation, rage sont les sentiments des Nicaraguayens quand ils apprennent qu'avec 8 millions de dollars les Etats-Unis prétendent effacer une histoire sanglante qui a fait presque

50'000 victimes et causé des milliards de pertes matérielles. Le 26 juin 1986, après une étude approfondie, la Cour internationale de justice de la Haye demandait aux Etats-Unis "d'arrêter immédiatement toutes les actions de guerre contre le Nicaragua et de satisfaire à la requête d'indemnisation présentée par Managua". Un bilan sommaire des pertes entre 1982 et 1985 montre que les Etats-Unis ont infligé au Nicaragua des dégâts matériels pour plus d'un billion de dollars, en destruction d'ouvrages d'infrastructure, minage des ports, blocus économique, fermeture des crédits etc... Et cela sans compter les pertes en vies humaines, qui ne peuvent s'évaluer en dollars.

Pourquoi, au lieu de concéder quelques miettes pour le prix de ses crimes, le gouvernement des Etats-Unis ne respecte-t-il pas une bonne fois pour toutes les lois internationales ? pourquoi ne cesse-t-il pas d'aider les contras, n'indemnise-t-il pas réellement notre pays et n'établit-il pas avec lui des relations basées sur le respect ? C'est cette attitude qui serait juste et logique. Tout le reste n'est que tentative de blanchir une administration souillée du sang des milliers de Nicaraguayens assassinés par les ex-gardes somozistes.

## NOTRE REVOLUTION APPARTIENT A TOUTE L'AMERIQUE LATINE

Une entrevue avec Victor Tirado

par Arqueles Morales.

**Managua, (ANN). Le commandant de la révolution et membre de la Direction nationale du FSLN, Victor Tirado, nous a reçu au moment où le Nicaragua était en état d'alerte, après l'envoi de troupes estatsuniennes au Honduras. Deux thèmes ont dominé notre entretien, qui sont deux aspects essentiels de la révolution sandiniste: sa dimension latino-américaine et le pluralisme politique.**

"La révolution sandiniste a redonné vie à l'unité latino-américaine. Il faut préserver cette unité. L'Amérique latine doit entrer dans le XXI<sup>ème</sup> siècle - qui commence dans seulement douze ans - avec une stratégie économique et politique commune, avec la même solidité dans ses principes que celle qui lui a permis de se libérer du colonialisme espagnol".

Pour V. Tirado, c'est une clé du futur. "L'Amérique latine est arrivée à s'unir de la même façon qu'elle l'avait fait au moment de la lutte pour l'indépendance. En effet le moment est venu maintenant de faire à nouveau cause

commune, pour développer une politique solide de nature à défendre nos intérêts, sans pour autant transposer nos idées, car nous n'allons pas reproduire mécaniquement un modèle de démocratie ou un modèle d'économie. Ce qui nous unit est plus important que ce qui nous différencie, c'est là que réside notre potentiel de forces".

Si l'unité de l'Amérique latine est bien un élément très important de l'actualité, il en est un autre qui est un passage: obliger le pluralisme politique et ses possibilités de survie, dans une situation où l'on voit que les Etats-Unis peuvent se permettre d'envoyer des troupes pour renforcer leur présence militaire au Honduras et menacer directement le Nicaragua. "La révolution a triomphé avec un projet stratégique de pluralisme politique, d'économie mixte et de non-alignement. Il est évident que la mise en pratique n'est pas facile, parce que ce projet n'est pas assimilé par tous les secteurs économiques et politiques de la population, parce qu'il reste encore des résidus du Somozisme. Mais le projet n'a pas changé, même au moment des grandes crises ou étapes les plus dures de la guerre, car il ne s'agit pas d'un élément conjoncturel. En dernière instance, cette révolution est tellement généreuse et large qu'elle permet même le fonctionnement de partis politiques pro-impérialistes alors qu'elle est agressée par le gouvernement des Etats-Unis. Bien sûr, nous acceptons cela au plan de la lutte politique, de la confrontation idéologique, mais nous ne pouvons l'accepter dans le domaine militaire. Nous n'avons pas fait la révolution pour détruire l'impérialisme, mais pour mener à bien le projet de libération nationale qui préserve nos valeurs intrinsèques, la culture, la dignité, la souveraineté".

"Mais comment mener cette lutte dans la pratique? quelles sont ses caractéristiques? Le principe en est élémentaire: dans la lutte, il y a essentiellement deux camps: l'un, le notre, qui est au pouvoir et poursuit la cimentation du prodesus. L'autre, qui veut réduire à néant ce processus et prendre le pouvoir. Mais, au milieu, il y a des secteurs qui n'appartiennent à aucun parti politique tout en participant à la lutte. C'est le cas, par exemple, de beaucoup d'intellectuels, certains en faveur, d'autres contre la révolution, mais sans appartenir à une organisation politique. Ce sont les caractéristiques de notre peuple, son sceau. C'est cela notre pluralisme, lié à notre réalité nationale. Il n'a rien à voir avec le modèle espagnol ou costaricain, ou vénézuélien, ou argentin ou français, car il est nicaraguayen, avec sa complexité et ses solutions propres".

"L'aventure reaganienne de l'envoi de troupes au Honduras s'est terminée par un fiasco et a été fortement citiquée tant à l'intérieur des Etats-Unis qu'à l'extérieur. La Maison Blanche a trouvé en face d'elle une Amérique latine attentive à ce qui se passait, sérieusement préoccupée par l'éventualité qu'à partir d'une intervention directe au Nicaragua, l'Amérique centrale se convertisse

en nouveau Vietnam. Au Nicaragua, que peut-il se passer en ce qui concerne le pluralisme qui permet l'entrée au sein du dialogue national de forces pro-étatsuniennes, quand le pays a été sur le point d'être envahi? L'agression des Etats-Unis a eu pour résultat la polarisation des forces politiques, puisque ceux-ci soutiennent directement ce qu'a été le Somozisme. Il y a au Nicaragua un courant d'opinion favorable à l'intervention, un courant que la révolution n'a pas effacé et qui existe depuis le milieu du XIXème siècle et l'intervention de William Walker."

"Le pluralisme politique est quelque chose de très complexe et très souvent on a tendance à le simplifier, à le limiter aux seuls partis politiques. Comme nous abordons le thème des médias, soulignant qu'au Nicaragua le peuple en est protagoniste contrairement à ce qui se passe dans les autres pays d'Amérique centrale."

"Dans ces pays-là, le pluralisme politique ne concerne que les partis politiques, et les masses n'ont pas accès aux médias. Nous, nous considérons que l'accès de la population aux moyens de communication est absolument indispensable, car il permet que les gens s'expriment sans crainte."

"C'est possible ici car la révolution, c'est leur révolution: le peuple est maître du projet révolutionnaire et c'est pour cela qu'il exerce son droit élémentaire de le faire. Nous, nous avons l'obligation d'être à son écoute. Et ces critiques ne signifient pas que leurs auteurs, quelle que soit leur origine sociale ou économique, soient contre la révolution. C'est ce qui explique aussi que les médias de la droite n'arrivent pas à obtenir que les masses disent ce qu'ils veulent, car les gens savent très bien faire la différence entre une critique et une attaque à leur révolution. Malgré la crise économique que nous vivons, les problèmes d'approvisionnement et leurs conséquences, le peuple comprend magistralement la situation et s'en rend maître, il analyse la réalité en partant du fait que cette révolution a été faite pour les travailleurs, les paysans, mais que nous ne sommes pas dans une phase de transformation économique ni de croissance, mais de survie pour lutter contre l'agression".

Revenant sur les événements et sur la possibilité permanente d'une intervention des Etats-Unis, V. Tirado analyse:

"Les masses doivent toujours garder leur calme. Notre effort permanent, produire et combattre, est plus que jamais nécessaire. Ces deux aspects sont l'expression d'une même volonté de vaincre les difficultés, de mener à bien le projet révolutionnaire malgré les obstacles. Il est évident qu'avec les soldats étatsuniens dans le voisinage nous avons dû élever d'un degré notre Etat d'alerte. Mais, dans le fond, nous nous sommes habitués à vivre avec la menace d'intervention au-dessus de nos têtes: de même que nous sommes prêts à la repousser si elle a

lieu, de même nous devons être disposés à produire tant que nous avons une marge pour le faire: produire aux champs, à l'usine, étudier, ne pas perdre son temps, et combattre militairement là où c'est nécessaire. Cette attitude, unie à nos démarches politiques pour la paix, c'est la clé du Sandinisme, c'est ce qui nous a permis d'obtenir la victoire, de surmonter les difficultés et l'agression que l'impérialisme s'obstine à nous créer".

Alors que notre entretien se termine, le commandant Tirado évoque encore une fois la dimension latino-américaine de la révolution sandiniste:

"Nous devons serrer les rangs derrière les pays les plus grands et les plus puissants du sous-continent: il s'agit de lutter maintenant pour la deuxième et définitive indépendance de l'Amérique latine. C'est un défi, nous devons le relever".

#### **"LE NICARAGUA EST LA PREUVE DE LA GEOPOLITIQUE DE DIEU DANS LE PROCESSUS DE LIBERATION NATIONALE"**

Un entretien avec Mrg. Casaldaliga

par Sergio Ferrari.

**Managua, (ANN).** Pedro Casaldaliga, évêque de Sao Felix d'Araguaia, dans l'Etat du Mato Grosso, au Brésil, a fait une nouvelle visite au Nicaragua. Chargé d'un diocèse plus grand que notre pays, cet Espagnol de naissance mais "Latino-Américain par passion" frémit dès qu'il parle des paysans affamés du Brésil et de l'Amérique centrale et n'élué pas l'analyse critique de la réalité nicaraguayenne.

"J'ai pu voir l'agression sous tous ses aspects. Blocus économique très fort, précarité. J'ai vu des champs de coton dont la récolte ne peut être faite à cause du manque de main d'oeuvre. C'est ma troisième visite au Nicaragua et j'ai trouvé un climat de mobilisation active malgré la fatigue".

Mrg. Casaldaliga fait des comparaisons mais situe toujours ses affirmations dans le contexte d'une Amérique latine en mouvement.

Il connaît bien le Nicaragua et possède assez d'éléments pour évaluer la réalité avec les instruments de la théologie et démythifier l'engagement chrétien abstrait, préférant l'inscrire dans la chair de la vie.

"Pour nous, les Latino-Américains - et je le suis par adoption, par passion, par vocation épiscopale -, le Nicaragua est une sorte de preuve de la géopolitique de Dieu dans le processus de libération que vivent nos peuples et notre Eglise."

"La théologie de la libération, la pastorale de la libération, l'Eglise de la libération surgissent au Nicaragua de manière très significative, comme dans toute l'Amérique centrale. Pour nous, le Nicaragua signifie une expérience de révolution purement latino-américaine, marxiste mais sans aucun doute chrétienne, populaire, au service de la majorité, qui est une réponse aux deux fléaux séculaires de notre histoire: l'impérialisme et la dépendance qu'il entraîne, et l'oligarchie qui génère l'exploitation. Ces plaies ont condamné nos peuples aux différents enfers verts du coton, de la canne à sucre ou des bananes".

Mrg. Casaldaliga a-t-il trouvé une évolution dans la situation de l'Eglise au Nicaragua?

"Les communautés de base se sont développées. J'ai constaté qu'il y a moins de tension entre elles et la hiérarchie. On est arrivé à une coexistence très chrétienne malgré le conflit. C'est une démonstration de la foi. Nous ne pouvons oublier que l'Eglise de Jésus a toujours été minoritaire, a toujours été incomprise". Néanmoins, remarque-t-il, "le conflit interne se poursuivra longtemps, et pas seulement dans l'Eglise du Nicaragua, entre l'Eglise qui veut continuer à appuyer le processus de libération et celle qui maintient sa tradition, sans prendre d'engagement, mais cependant proche des intérêts de l'oligarchie et des conservateurs."

C'est aussi en poète que Mrg. Casaldaliga est attentif aux souffrances du continent. "Le Nicaragua, combat et prophétie", "Chansons" et "Ils me diront subversif" - de parution récente - disent le drame de l'Amérique centrale.

L'évêque brésilien ne veut pas terminer notre conversation sans répondre à ceux qui considèrent que la Direction sandiniste est trop radicale. "Avant de venir ici, j'ai reçu une lettre d'un évêque étatsunien solidaire avec l'Amérique latine et le Nicaragua. Il me disait qu'il conserve l'espoir que son gouvernement change sa politique envers Managua, mais qu'il espère aussi que le président Ortega soit moins radical. D'un autre côté, des amis brésiliens m'ont demandé, avant que je m'en aille, de dire aux Nicaraguayens qu'ils ne renoncent pas à leur révolution, car ils ont déjà donné et permis tout ce qu'ils pouvaient".

Mrg. Casaldaliga ajoute que la réalité "oblige à devenir radical dans le contrôle de l'inflation, dans les exigences de la production, dans la défense du pays agressé".

## PANAMA : LE TERRORISME D'ETAT COMME NORME DU DROIT INTERNATIONAL.

par Rafael René Corea

**Panama (ANN).** Le sénateur républicain Jesse Helms a déclaré le 23 juillet 1986 à Washington: "Je m'oppose aujourd'hui comme je m'opposerai demain à ce que les Etats-Unis rendent le canal au Panama. Le canal n'appartiendra jamais aux Panaméens". Et cela semble être aussi la volonté de R. Reagan.

Les pressions à grande échelle que le gouvernement des Etats-Unis a déclenchées contre le général Noriega mettent en évidence, une fois de plus, que la Maison Blanche n'a pas l'intention de respecter le traité Torrijos-Carter. Le fait que ce soit un sénateur au passé douteux, Alfonso d'Amata, qui ait été choisi comme "accusateur public" éveille les soupçons, tout comme ses affirmations contre le général Noriega, qui justifient en partie les actions de plus en plus invraisemblables mises en oeuvre contre le Panama.

Aveuglé par sa colère impériale parce qu'il voit que ses désirs ne sont pas réalisés, que le général Noriega n'a pas fui en exil, que le gouvernement légitime n'est pas paralysé ni le peuple submergé par le chaos provoqué, selon lui, par "l'absence d'autorités constituées", le président Reagan franchit un degré supplémentaire: il "fabrique" l'argument de l'arrivée secrète au Panama d'une "brigade marxiste internationale" et songe à un plan pour séquestrer Noriega.

Il y a quelques semaines, le département d'Etat avait déjà inventé une "invasion" du Honduras par le Nicaragua, obligeant le président Azcona à la reconnaître officiellement. Cela lui avait permis d'atteindre son objectif qui était de menacer la sécurité et la souveraineté de la révolution nicaraguayenne.

Le procédé est le même au Panama et l'histoire se répète: la loi du plus fort est imposée impunément au continent et permet aux Etats-Unis de jouer le rôle de "gendarme mondial", et de proclamer leur détermination à intervenir dans les affaires internes du Panama "pour préserver la loi et l'ordre". Cela ne manque pas d'évoquer l'époque où Roosevelt lançait comme un cri de victoire: "J'ai pris le canal".

Il est vrai que les manoeuvres des Etats-Unis pour semer le désordre dans la vie politique et économique du pays n'ont pas suscité, dans la population, de réponse susceptible de permettre l'intervention des troupes étatsuniennes. Au contraire, elles ont provoqué des contradictions que Washington ne va pas pouvoir occulter plus longtemps.

Le désespoir de la Maison Blanche, signe avant-coureur de décisions contraires aux intérêts des Panaméens et des Latino-Américains, se mesure à travers ce que dit la presse étatsunienne: ainsi, le "Washington Times" informe d'une "force de 1'000 Latino-Américains arrivée au Panama pour soutenir le général Noriega". Quant au plan pour séquestrer le chef des forces de défense, il révèle l'impuissance du Département d'Etat, qui ne peut changer les gouvernements comme le faisait Monroe. Mais il constitue aussi une violation du droit international et des normes de la coexistence entre les nations.

Les actions projetées contre le Panama ont déjà été utilisées, mais en temps de guerre. Or ce petit pays n'est en guerre avec personne. Jusqu'à présent, seul Israël a utilisé de telles méthodes en temps de paix. Le terrorisme d'Etat, qui est un délit, devient, par la volonté du gouvernement des Etats-Unis et de son président, la norme du droit international.

#### EN BREF :

#### NOUVELLES SESSIONS DU DIALOGUE NATIONAL

Managua, (ANN). Au cours de la première semaine de ce mois se sont déroulées deux nouvelles réunions du dialogue national, ce qui porte à 18 le nombre de rencontres qui ont déjà eu lieu entre le gouvernement nicaraguayen et l'opposition politique depuis le 5 octobre 1987.

Lors de ces deux dernières sessions, la délégation du gouvernement et les représentants des 15 partis d'opposition ont examiné le rapport gouvernemental sur l'accord signé le 21 mars et qui vise à diminuer les tensions de la vie politique et à trouver des solutions au conflit du travail en cours (voir bulletin no. 104). Le gouvernement a exécuté au moins 9 des 11 points du document, bien que l'opposition n'ait fait que peu d'effort pour honorer ses propres engagements.

La coordination démocratique nicaraguayenne (CDN, organisation de la droite radicale) a tenté de retarder les débats, dans l'intention, selon les représentants du gouvernement, d'attendre l'intégration de la Contra au dialogue national. Cependant, beaucoup de délégués des autres partis ont durement critiqué cette attitude et ont déclaré que les contras doivent revenir dans leurs organisations d'origine. "Il est inadmissible qu'ils se réintègrent à un autre titre" a déclaré Mauricio Diaz (parti populaire social chrétien).

On a pu constater un autre aspect important dans le déroulement du dialogue: les contradictions au sein même de la CDN se sont aiguisées et les arguments sont devenus plus radicaux.

Une autre crise a éclaté à l'intérieur du parti social chrétien (affilié à l'Internationale démocrate-chrétienne): les conflits entre les fractions de cette organisation ont franchi un degré supplémentaire.

Une nouvelle rencontre est prévue pour la deuxième semaine d'avril. Le Nicaragua est le seul pays signataire d'Esquipulas II qui ait rempli son engagement à mener un débat politique avec l'opposition interne.

#### 5ème REUNION DE LA COMMISSION EXECUTIVE D'ESQUIPULAS : DES RESULTATS ENGOUCARAGEANTS

Managua, (ANN). Le ministre nicaraguayen des Relations extérieures, Miguel d'Escoto, a déclaré, à son retour du Guatemala où a eu lieu la 5ème réunion de la Commission exécutive d'Esquipulas II, que son pays reste "à la tête de l'application des accords", puisque, entre autres, c'est le seul qui ait progressé dans la négociation du cessez-le-feu.

M. D'Escoto a qualifié de "pas important" l'accord auquel sont parvenus les cinq ministres pour la vérification in situ de l'exécution du plan de paix, qui sera effectuée par une commission composée de l'ONU, de l'Espagne, de la RFA et du Canada. "C'est nous qui avons impulsé ce projet en proposant la création de ce système de vérification, de contrôle et de suivi" a-t-il déclaré.

Au cours de cette 5ème réunion, les ministres se sont engagés à désigner sous huit jours les fonctionnaires qui composeront le groupe technique chargé de négocier les termes du traité régional d'amitié et de coopération. Celui-ci sera signé en mai lors de la 6ème réunion de la Commission exécutive qui aura lieu au Honduras. Selon M. D'Escoto, c'est un instrument qui jette des bases juridiques solides pour garantir le recours à des moyens pacifiques en cas de controverses et qui fera jurisprudence à la Cour internationale de justice.

Le Nicaragua a annoncé qu'il a accepté de retirer sa plainte contre le Honduras, déposée en juillet 1986 auprès du tribunal de la Haye, si l'on atteint les objectifs de la 6ème réunion de la Commission exécutive.

Par ailleurs, les ministres centraméricains ont fermement demandé aux gouvernements régionaux et extra-régionaux de "cesser l'envoi de tout type d'aide et le soutien, ouvert ou caché, aux groupes irréguliers, action indispensable pour parvenir à une paix stable et durable dans la région".

Certains secteurs politiques guatémaltèques ont affirmé à la fin de la réunion que le Salvador avait essayé de réduire le rôle de la Commission de réconciliation nationale en le limitant à l'organisation d'élections. Ils ont estimé que cette tentative viole les accords d'Esquipulas. Ils

ont en outre accusé les autres gouvernements de ne pas organiser de négociations directes avec les forces irrégulières, ne leur laissant d'autre solution que le recours à l'amnistie. Seul le Nicaragua n'a pas fait l'objet de leurs critiques.

#### LA CIDH COMMENCE LA REVISION DES DOSSIERS DES EX-GARDES SOMOZISTES

Managua, avril (ANN). L'Uruguayen Luis Jimenez et Diana Decker de nationalité équatorienne, membres de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) sont récemment arrivés à Managua afin de commencer les travaux préliminaires qui leur permettront de faire un rapport sur les délits commis par 1'822 ex-gardes somozistes encore en prison. Les délégués ont déjà rencontré le procureur général de la République, Rodrigo Reyes, et Rita Casco, directrice du ministère de Relations extérieures.

Les accords de Sapoa, signés le 23 mars entre le gouvernement nicaraguayen et la direction de la contre-révolution prévoient que les ex-gardes somozistes seront mis en liberté à partir du cessez-le-feu définitif, mais après que la CIDH ait donné son avis sur chaque cas individuel. Signalons que la CIDH, en 1978, avait condamné la garde nationale pour tous abus commis contre la population civile.

R. Casco a déclaré: "La CIDH devra être prudente dans son travail puisque ce fait établit un précédent historique pour les autres peuples", ajoutant que "le transfert de cette responsabilité à la CIDH ne porte pas atteinte à la souveraineté nationale, parce que c'est une décision du gouvernement nicaraguayen qui montre ainsi la transparence totale de sa politique de protection et promotion des droits de l'homme".

La procédure de révision de dossiers n'a pas encore été définie, mais la délégation rencontrera les membres de la Commission nationale de promotion et protection des droits de l'homme.

#### VISITE DU PRESIDENT DU MOZAMBIQUE

Managua, avril (ANN). Le 8 avril, le président du Mozambique, Joaquin Alberto Chissano, est parti du Nicaragua "très satisfait" car il a pu observer l'expérience d'organisation du peuple nicaraguayen. Au cours de sa visite de 5 jours, il a rencontré les plus hauts dirigeants du gouvernement et de l'armée populaire sandiniste ainsi que les représentants de différents secteurs sociaux. Il s'est intéressé également à l'organisation de la défense militaire et au développement des systèmes d'auto-défense armée du peuple.

D'importants accords de collaboration mutuelle ont été signés, l'un au niveau des partis Frelimo et FSLN, l'autre entre les deux gouvernements. J. Chissano, qui a été décoré de l'ordre "Augusto Cesar Sandino", a assisté à l'inauguration du parc "Samora Moises Machel", en l'honneur du président mozambicain disparu.

Avant de partir, le président du Mozambique a déclaré que les résultats de sa visite ont été "plus positifs que ce qu'il pensait". Il a réaffirmé sa décision de continuer à consolider les liens d'amitié entre les deux nations.

-----  
L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tél. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--  
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

-----

